

Pouvoir d'emprunt—Loi

besoins financiers et 4 milliards supplémentaires pour éventualités. Essentiellement, cela signifie qu'on demande aux députés d'imposer une dette supplémentaire de 30 milliards de dollars au pays.

Le mot «dette» ne s'entend pas tellement souvent à la Chambre des communes. C'est un mot que j'entendais fréquemment lorsque j'étais plus jeune. Comme beaucoup d'autres députés de mon âge, j'ai grandi à une période difficile. C'était la dépression. Je me souviens que l'on m'avait enseigné qu'il ne fallait pas faire de dettes. Cela signifiait que nous ne pouvions pas payer pour ce que nous voulions. Le budget, à la maison, n'était rien comparé à celui dont nous parlons aujourd'hui. Je voudrais que tous les députés à la Chambre s'interrogent sur l'effet d'une dette et ce que signifient l'emprunt et l'endettement. Bien que nous ayons maintenant affaire à une dette qui se chiffre en milliards de dollars, ce n'est pas sans points communs avec la dette des particuliers pendant la dépression. Dans les familles et les collectivités, cela signifiait que les gens n'avaient plus d'argent, qu'ils ne pouvaient plus mener le même train de vie qu'avant la dépression. Le Parlement et les gouvernements ne doivent pas oublier le mot «dette». Quand la situation s'est améliorée et qu'on a pu obtenir couramment du crédit, on s'est mis à parler de crédit au lieu de dettes. Je soupçonne le gouvernement d'agir comme si ce projet de loi visait à lui obtenir du crédit, alors qu'il s'agit de dettes que nous devons rembourser.

N'oublions pas que l'endettement a provoqué la perte de personnes, de gouvernements et de pays. Ces dernières années, en Amérique latine, des pays qui étaient sur la voie du développement se sont fait prendre au piège de l'endettement. Ils sont maintenant incapables de rembourser. Rendus à ce point, c'est la ruine et les pays ne s'en remettent pas toujours. Ce phénomène est nouveau sur la scène économique internationale.

D'entrée de jeu j'ai voulu parler de ces problèmes parce qu'il est rare qu'il soit question d'endettement. Nous ne parlons pas souvent de ses ravages, nous ne disons pas que si le phénomène échappe à tout contrôle il sème la destruction des personnes, des familles, des collectivités ou des pays. La situation est assez grave pour nous préoccuper.

Il y a quelques années, le gouvernement a été élu sous la bannière d'une société juste. Fort bien, c'est une belle expression et je suis persuadé que nous voudrions tous, à la Chambre des communes et dans le Canada tout entier, que la société soit juste. Il faut entendre par là que chacun serait traité sur un pied d'égalité sur le plan humain et qu'il aurait la chance de s'épanouir. Personne ne s'oppose à cette idée sans doute, mais cet objectif s'est-il réalisé? Avons-nous eu une société juste? La magie de la parole a-t-elle suffi à la créer? Ou, au contraire, notre société a-t-elle manqué de justice? N'est-elle pas injuste envers des pans entiers de la population? Je le crois. Je ne pense pas que du seul fait que nous empruntons 30 milliards de dollars, la société sera plus juste. Je m'explique.

Si l'on veut un peu de justice dans la société, il importe au plus haut point de prendre la part des faibles, de ceux qui n'ont pas de pouvoir, des pauvres, de ceux qui n'ont pas d'entrées politiques. Il faut se souvenir d'eux avant de penser aux puissants, à ceux qui ont des relations politiques, aux riches. Pour créer une société juste, il faut s'occuper des faibles d'une façon

spéciale pour leur permettre de vivre comme des êtres humains. Ce n'est pas ainsi que les décisions sont prises, à mon avis.

Tout à l'heure, pendant la période des questions, mon chef a parlé de ceux qui se sont enrichis depuis un an et de ceux qui s'enrichiront à l'avenir. Il a pris les banques canadiennes comme exemple. Les bénéfices de la Toronto-Dominion ont augmenté de 33.6 p. 100 l'année dernière. Les bénéfices de la Banque canadienne impériale ont progressé de 59.8 p. 100. Ceux de la Banque de la Nouvelle-Écosse ont augmenté de 66 p. 100. Les profits de la Banque royale du Canada ont augmenté de 130.3 p. 100. Le profit n'est pas mauvais en soi, mais n'oublions pas que des millions de jeunes Canadiens n'arrivent pas à trouver un emploi. Les universités ne reçoivent pas d'argent pour permettre aux jeunes Canadiens d'aller à l'école et de recevoir l'instruction nécessaire pour pouvoir gagner leur vie. Comme me l'a dit aujourd'hui une personne âgée de Saskatoon, il est impossible de vivre avec \$550 par mois lorsque le loyer mensuel s'élève à \$325. Comment peut-on vivre comme des êtres humains dans ces conditions?

Lorsqu'on parle d'emprunter de l'argent pour établir la justice dans une société, il faut faire très attention à ce qui se passe dans la société. Pour les puissants, les riches et pour ceux qui ont des relations, la situation est bonne et elle s'améliore. L'exemple des banques est pertinent. Par contre, les pauvres, les faibles et ceux qui n'ont pas de relations sont pauvres, et ils s'appauvrissent. Les faibles, ce sont les jeunes chômeurs, les personnes âgées et les personnes d'âge mûr qui n'arrivent plus à trouver un emploi. Je ne crois pas que la situation actuelle permette d'établir l'équilibre permettant de créer la société juste que nous attendons tous, et que nous désirons tous.

Qui a reçu des allègements fiscaux dans le budget? Ceux qui n'ont rien, les pauvres? En ont-ils profité? Non. Ce sont les personnes situées au haut de l'échelle des revenus, celles qui ont pu placer de l'argent dans un REER. Celui qui gagne \$50,000 peut économiser \$1,600 d'impôts. Les personnes placées dans une tranche d'imposition supérieure, c'est-à-dire celles qui ont un revenu supérieur à \$86,000, ont pu épargner \$5,000 en impôt. Cependant, est-ce que ce sont elles qui vont payer la note? Mais non ce sont plutôt les Canadiens à faible revenu qui vont être obligés de déboursier au moins 9.2 milliards de dollars de plus en impôt sur le revenu personnel, comme on l'a annoncé dans le budget, l'année dernière.

• (1550)

C'est ce qui arrive aux Canadiens à l'heure actuelle. Selon moi, on ne peut plus parler de société juste. Je crois fermement que dans une société où il y a des faibles et des forts, des personnes ayant des relations et d'autres pas, le fardeau doit être supporté par ceux qui ont le pouvoir, la force et l'argent.

Nous nous opposons à ce projet de loi d'emprunt, car il n'établit pas les priorités voulues. Notre expérience à la Chambre montre qu'on ne s'occupe pas en priorité de ceux qui en ont le plus besoin, mais bien des nantis. Selon moi, c'est tout à fait inadmissible, et c'est pourquoi nous nous opposons à ce projet de loi.